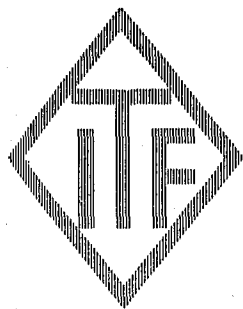


FASCISME

Quatrième Année

Amsterdam, le 25 janvier 1936.

N°2



L'Autriche au début de 1936 (I.T.F.) Fin 1936, l'Inspection du travail autrichienne a publié son rapport sur 1934. Les Inspecteurs arrivent à la constatation pénible pour le dictature, qu'après l'anéantissement des syndicats "beaucoup d'employeurs ont cru que par la reconstruction corporative, un certain relâchement s'était produit dans l'application de la législation sociale. Cette opinion erronée s'est à maintes reprises fait jour dans une résistance nettement percevable

de la part des employeurs contre les prescriptions de protection ouvrière émanant des fonctionnaires de l'Inspection". "En dépit d'un resserrement général du travail disponible, beaucoup de chefs d'entreprise ont transgressé temporairement les heures de travail légalement prescrites... Souvent on n'enfreint pas seulement les dispositions concernant la durée de travail, mais aussi celles relatives au travail de nuit et au repos dominical". Les employeurs profitent de la "dictature chrétienne" non pas seulement pour imposer du travail le dimanche. Malgré une baisse du niveau des salaires "jusqu'à l'extrême limite" et malgré "le chômage partiel fréquent" on constatait "de manière générale une tendance des employeurs de déprimer davantage les taux des salaires". Trop souvent les employeurs ont réussi à avoir le dessus. La "dictature chrétienne" avait anéanti les syndicats et "des procédures d'arbitrage relatives à des différends concernant les salaires étaient relativement rares parce que les salariés, dans la crainte de perdre tout à fait leur gagne-pain, fût-il très modeste, négligeaient de porter plainte contre des réductions injustifiées et allaient, pour la même raison, jusqu'à refuser leur concours en cas d'intervention de la part des autorités".

En 1935, la situation des ouvriers autrichiens n'a guère été meilleure. "Toujours encore les employeurs ne respectent pas les lois sociales" écrit l'organe du syndicat fasciste des travailleurs de l'habillement (janvier 1936). Le ministre de la Prévoyance sociale doit reconnaître que, depuis la suppression des syndicats et l'interdiction de la presse ouvrière, les lois sociales n'existent plus que sur le papier. "Plusieurs lois sociales qui autrefois accordaient à l'ouvrier, sous la pression des pouvoirs publics, une protection suffisante, sont devenues insuffisantes à l'heure qu'il est, depuis que les moyens de la lutte de classe n'existent plus" (discours radiodiffusé du 29 octobre 1935).

La "dictature chrétienne" rivalise en réaction sociale avec les employeurs privés. Pour la forme, elle "condamne", il est vrai, les taux de rétribution inférieurs aux contrats, mais "dans les travaux publics exécutés en régie directe des salaires sont payés inférieurs aux minima localement en vigueur" (constatation faite au congrès de l'organisation fasciste des ouvriers du bois, le 1er décembre 1935). Le ministre de la Prévoyance a, de son côté, confirmé

que "la manière dont a été pratiqué le système des travaux pour combattre le chômage a, dans plus d'un cas, eu un effet déprimant sur les salaires" (dans un discours fait le 5 décembre 1935 à la session du Comité du syndicat unique fasciste). Une fois de plus, il promet à cette occasion une intervention de la dictature en faveur des ouvriers; toutefois personne n'ajoute plus foi à ces promesses. L'organe central du mouvement des ouvriers et employés chrétiens constate (N° du 18 janvier 1936) après une peinture objective de la réalité autrichienne: "Devant un système aussi unilatéral de sauvegarder les intérêts, on cesse évidemment de croire à l'honnêteté et à la conscience sociale des milieux dirigeants autrichiens".

Les travailleurs résistent dans la mesure de leurs forces contre la réaction sociale chrétienne. Sous la direction des organisations syndicalistes illégales, ils ont recours à la résistance passive. Les employeurs réclament que les "syndicats" fascistes matent les ouvriers. Mais le syndicat unique est impuissant. Car les ouvriers se tournent contre le semblant de syndicat qu'est le syndicat unique avec le même acharnement qu'ils mettent à se dresser contre l'employeur. On peut certes les contraindre à s'y affilier mais non pas à une adhésion active. Le syndicat unique se plaint de ce que "un grand nombre de membres . . . ne font plus que sur le papier (!) partie de la Commission syndicale, qu'ils ont des arrérages de plus de 12 semaines dans le paiement de leurs cotisations". "Il est inadmissible - ainsi le syndicat fasciste des travailleurs du commerce et des communications - qu'on profite des avantages de l'adhésion (par exemple la priorité dans l'inscription au bureau de placement) et que d'autre part on se soustraie sciemment à toutes les obligations qui en découlent". Malgré toutes les adjurations, excessivement nombreux sont "les membres qui jusqu'ici n'ont versé que le droit d'entrée et la cotisation pour une seule ou quelques semaines". Il n'y a pas que la grève des cotisations; le syndicat unique se plaint amèrement de "l'intense activité illégale contre nos militants ouvriers et contre la direction syndicale" (de l'organe du syndicat fasciste des travailleurs de l'alimentation, janvier 1936). - Le moment est proche où il se plaindra plus amèrement encore.

Boycottez le Congrès des Loisirs ouvriers! (I.T.F.) En 1932 un Congrès des Loisirs ouvriers avait été organisé aux États-Unis, faisant suite aux Jeux Olympiques de Los Angeles. À cette occasion fut constituée une commission internationale consultative dont le président, qui est en même temps président de l'organisation américaine des loisirs ouvriers, a donné mission - selon une nouvelle que la presse nazie s'est empressée de répandre - à l'organisation allemande "Kraft durch Freude" (Force par Joie) d'organiser à l'occasion des Jeux Olympiques de Berlin un deuxième Congrès mondial des Loisirs ouvriers.

Le Dr. Ley, l'homme qui a détruit les syndicats allemands et leur a volé leurs biens, a chargé un de ses organisateurs Rentmeister de s'occuper des préparatifs de ce congrès. Le congrès aura lieu sous les auspices de "Force par Joie" et prendra pour devise "Joie et Paix". Ceux qui ont dépouillé le peuple allemand de ses loisirs prétendent montrer au monde comment ce peuple organise ses loisirs! Ceux qui sont une perpétuelle menace de la paix et qui font de la guerre l'aspiration suprême d'un peuple, ont l'audace de vouloir "contribuer à la conciliation des peuples par l'organisation des loisirs ouvriers"!

Dans une lettre-circulaire, la F.S.I. appelle l'attention des Centrales syndicales nationales et des Organismes d'éducation ouvrière sur cette propagande fasciste qui revêt la forme d'un congrès mondial pour l'organisation des Loisirs ouvriers. Elle les invite à boycotter cette manifestation qui ne devra servir qu'à glorifier l'organisation nazie de "Force par Joie".

"Nous ne sommes pas des socialistes (ITF) La dictature fasciste a pendant des mois de propagande tenté de rendre populaire l'agression contre l'Abyssinie en promettant aux paysans et ouvriers agricoles italiens des terres de colonisation en Afrique. La propagande a manqué son but. Au début de décembre un congrès des syndicats paysans aurait (selon "l'Osservatore Romano" du 7 décembre) de nouveau réclamé le partage des terres des grands propriétaires fonciers. Seulement, les fascistes protègent les propriétaires terriens contre le prolétariat agricole. Dans une interview, publiée par l'hebdomadaire

londonien "New Statesman and Nation" du 4 janvier 1936, M. Edmondo Rossoni, ministre italien de l'agriculture, a ouvertement pris le parti des propriétaires.

Le journaliste posa à celui dont on dit qu'il est "le troisième personnage en Italie", la question suivante: "Pourquoi, au lieu de vouloir conquérir l'Ethiopie pour y envoyer l'excédent de votre population, ne cherchez-vous pas à réaliser à cet effet en Italie une réforme agraire?" Rossoni, le fondateur des organisations ouvrières fascistes, s'était déclaré d'accord avec Mussolini le jour où celui-ci écrivit dans le "Popolo d'Italia": "La terre est pour celui qui travaille" et encore: "Nous voulons l'expropriation des terres" (Popolo d'Italia, 11 avril 1920 et 3 août 1919). A présent cependant il répond simplement: "Nous ne pouvons pas confisquer les terres des propriétaires fonciers"; Selon lui la guerre en Afrique était surtout une question de prestige pour la dictature fasciste. "La guerre éthiopienne" dit-il "n'a pas que des raisons économiques; ses raisons sont surtout d'ordre politique et moral". A l'objection du journaliste disant: "Vous exercez une dictature; vous pouvez envoyer des hommes à la guerre, peut-être à la mort. Pourquoi ne pouvez-vous pas reprendre aux propriétaires leurs domaines non cultivés" Rossoni répliqua: "Nous sommes des fascistes et non pas des socialistes".

Par ces mots, il avait tout dit.

"La guerre des pauvres" (I.T.F.) "Notre guerre" - ainsi a déclaré Mussolini - "est la guerre des pauvres, des déshérités, des prolétaires". Elle l'est en effet. L'Italie fasciste trouve l'argent pour financer l'agression contre l'Ethiopie en grevant les masses. A la suite des méthodes inflationnistes de financement et à la suite des sanctions, les prix des principales denrées alimentaires montent, tandis qu'en même temps le chômage partiel de plus en plus accentué, fait baisser le revenu des travailleurs. Dans plusieurs branches de l'industrie de l'armement la production a même dû être ralentie faute de matières premières. Les classes laborieuses sont gravement affectées par la diminution des revenus qui va de pair avec un resserrement du pouvoir d'achat de l'argent. Cela n'empêche pas la dictature de percevoir de nouveaux impôts sous la forme de versements "volontaires". Les ouvriers et employés des entreprises et services publics sont surtout invités à faire ces versements. Les cheminots ont dû par exemple participer "librement" au nouvel emprunt de guerre dans de nombreuses municipalités on retient jusqu'à un jour de salaire pour la "quête de l'or". Les travailleurs doivent renoncer à leur salaire d'un jour pour mettre à la disposition de la dictature de l'or pour l'achat de matières premières pour l'armement et de carburants. Des avances sont faites à ceux qui n'ont pas de quoi renoncer d'un seul coup à un jour de salaire et le montant leur en est retenu impitoyablement par mensualités.
